HAL
open science

Relire Bernard et Dominique Saby : Compétitivité, mercantilisme et guerre économique

Jacques Fontanel

▶ To cite this version:

Jacques Fontanel. Relire Bernard et Dominique Saby : Compétitivité, mercantilisme et guerre économique. 2020. hal-02616808

HAL Id: hal-02616808
https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02616808v1

Preprint submitted on 25 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Relire Bernard et Dominique Saby : Compétitivité, mercantilisme et guerre économique

Pax Economica

Jacques Fontanel

Université Grenoble-Alpes, Grenoble 2020

Résumé : La compétition est une caractéristique fondamentale du capitalisme. Si la pensée libérale affirme qu'elle apporte la solution optimale en termes de développement, elle ne peut s'empêcher au moins à court terme à dévoiler le caractère anxiogène de cette course au développement entre plusieurs concurrents. L'analyse des avantages comparatifs n'est guère justifiée si une innovation épistémologique transforme la demande d'un bien à un autre. Pour maintenir l niveau de la compétition, les salaires sont contenus autant que possible, ce qui est contradictoire avec l'idée du développement au bénéfice de tous les acteurs économiques. Le progrès technologique ne semble pas améliorer le sentiment de bien-être des individus. Dans ce contexte, la démocratie souffre des exigences économiques exercées sur les plus fragiles et les plus précaires. Les mécanismes de protection sociale sont menacés. Sans une politique économique et sociale affirmée des gouvernants, la violence quotidienne de l'économie de marché reproduira les conflits entre les classes sociales et les Nations.

Summary : Competition is a fundamental characteristic of capitalism. If liberal thinking claims that it provides the optimal solution in terms of development, it cannot help but reveal, at least in the short term, the anxiety-producing nature of this race for development between several competitors. The analysis of comparative advantages is hardly justified if an epistemological innovation transforms demand from one good to another. In order to maintain the level of competition, wages are contained as much as possible, which is contradictory to the idea of development for the benefit of all economic actors. Technological progress does not seem to improve people's sense of well-being. In this context, democracy suffers from the economic demands made on the most fragile and precarious. Social protection mechanisms are under threat. Without an assertive economic and social policy on the part of those in power, the daily violence of the market economy will reproduce the conflicts between social classes and nations.

Mots clés : Compétition, mercantilisme, guerre économique, progress technologique
Competition, mercantilism, economic war, technological progress

La compétitivité est un facteur de survie des entreprises. Le mercantilisme considère que l'objectif d'une économie nationale est la puissance du Prince, ce qui conduit parfois à l'expression d'une guerre économique[1]. La nature dangereuse des relations entre la guerre et l'économie a déjà été clairement énoncée[2]. Elle met en évidence les contradictions des analyses économiques dominantes, en s'inspirant des règles de la logique mathématique. Entre les idées principales « évidentes » souvent ressassées par paresse intellectuelle se cache des contradictions que bien trop de commentateurs « scientifiques » ou vulgarisateurs semblent négliger, comme si l'apprentissage de l'excellence de la mémoire (« par cœur ») constituait un obstacle insurmontable à un véritable discours critique. Pour simplifier, il est possible de présenter ces contradictions sous la forme de trois propositions :

- Les théories libérales affirment que la mise en place d'un marché mondial libre de toutes contraintes douanières ou d'obstacles administratifs est une condition sine qua non du développement économique.
- Grâce au jeu subtil des fameux « avantages comparatifs » mis en évidence il y a deux siècles par David Ricardo, ce développement économique généralisé bénéficient à toutes les économies nationales. Certes, les fruits de cette politique seront répartis plus ou moins équitablement entre les Etats, mais chacun d'entre eux verra sa situation économique et sociale s'améliorer.
- Cependant, les pays doivent de toute urgence entreprendre les réformes nécessaires (toujours qualifiées de courageuses) sous peine de rater les fruits des avantages afférents à la mise en place des structures nécessaires à la mondialisation. Il s'agit donc de prendre ce chemin le plus rapidement possible pour améliorer sa position compétitive.

En conclusion, si la première assertion incite à l'insouciance et à l'optimisme, la seconde explique que toutes les économies y ont avantage, mais à des degrés différents. La troisième plonge les Nations dans une atmosphère anxiogène de compétition qui conduit, in fine, à considérer des

---

[1] Saby,B., Saby, S. (2019), La science économique, paravent de la guerre économique, L'Harmattan, Paris.

[2] Galbraith, J.K (1993), Le pouvoir économique autonome, in « Economistes de la paix », J.Fontanel Ed. Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). La guerre économique. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.

Fontanel, J., Bensahel, L. (2003), Guerre et économie, les liaisons dangereuses, in « Guerre et économie », Ed. J-F. Daguzan et P. Lorot, Ellipses, Paris, 2003.

Smith, R. , Fontanel, J. (2008), International security, Defence economic and Powers of Nations, in War, Peace and Security », Emerald, Vol.6. London.

gagnants et des perdants, les premiers disposant de revenus importants, les seconds définitivement déclassés en termes de bien-être et d'avenir économique et social[3].

Deux pays isolés, sans relations économiques, n'exercent a priori aucun effet l'un sur l'autre. L'ouverture des frontières économiques et la compétition modifient le potentiel de chacun d'eux, ce qui permet à chaque pays d'accélérer son développement. La loi des coûts comparatifs de Ricardo permet de justifier l'échange économique et son intérêt pour tous les participants. Le jeu ricardien est à somme non nulle, positive, de type « gagnant gagnant », ce que l'on démontre aisément avec deux acteurs. Cependant, d'un point de vue logique, la démonstration ne va pas de soi. Dans toute compétition, il y a un gagnant et un perdant, ce qui définit un jeu à « somme nulle ». Or, le « libre échange » n'est pas un jeu à somme nulle, il est supposé améliorer le résultat global. Un raisonnement de type socratique devrait nous conduire alors à considérer que le libre-échange n'est pas une compétition.

Avec plusieurs acteurs, l'application du système des avantages comparatifs produit certes des gagnants, mais aussi des perdants, même si l'avantage cumulé de l'ouverture du marché est « globalement positif » pour le développement économique mondial. Il conduit à une situation d'optimalité globale, mais les avantages comparatifs ne sont d'une part ni pérennes, ni également distribués. Dans une analyse globalisée, le « jeu » des résultats met en évidence l'intérêt global de l'ouverture des marchés et la capacité pour chaque entité d'en recevoir une part, mais en dynamique la misère et la famine peuvent naître d'une situation de concurrence, notamment quand le vainqueur « prend tout ». En outre, il suffit d'une innovation majeure, de nouvelles découvertes de matières premières ou énergétiques ou d'un conflit social latent ou exprimé pour que les comparaisons des avantages des pays conduisent à des résultats divergents. Les « sauts » épistémologiques viennent heurter de plein fouet l'idée selon laquelle un pays aurait des avantages comparatifs immédiats qui seraient pérennes. En attendant, le capital physique obsolète ne se remplace pas d'un simple trait de plume et le pays doit rechercher sur une période plus ou moins longue son « avantage comparatif », en même temps qu'il subit un effondrement de son économie. Si au XIXe siècle un Etat avait été spécialisé dans la production de bougie, il aurait pu connaître une crise économique redoutable avec l'apparition de l'électricité.

---

[3] Fontanel, J. (2005). La globalisation en analyse: géoéconomie et stratégie des acteurs. Editions L'Harmattan.

Concrètement, les avantages comparatifs changent d'importance ou de nature lorsque surviennent des événements non homothétiques entre les économies de marché nationales. Si la monnaie n'est pas unique, la dévaluation va exercer ses effets « réparateurs » pour l'économie nationale endettée, même si elle ne pourra pas non plus modifier à court terme certaines inerties des structures concernant la propension à investir, les effets d'attractivité, les mouvements sociaux, la confiance des citoyens et des agents internationaux, etc. Dans le cas de la monnaie unique, la seule politique des pays endettés implique une politique d'austérité, caractérisée par la baisse des salaires et de la protection sociale. En ce sens, c'est une politique déflationniste qui est appliquée, laquelle dévalue notamment la valeur du travail en vue de rendre l'activité économique nationale de nouveau compétitive.

Il s'agit, pour les pays concernés, de faire des efforts pour réduire leurs coûts, notamment ceux afférents à la rémunération des salariés, d'autant plus que l'internationalisation des entreprises conduit les actionnaires à être exigeants concernant le maintien de leurs propres rémunérations en faisant planer les menaces de délocalisation financières ou physiques. C'est ainsi que les salariés grecs ont perdu 30 % de leurs revenus, alors que les retraités ne reçoivent plus que 60 % de leurs pensions de 2011. Or, l'austérité conduit toujours à une autre forme d'austérité, pour la combattre des délais importants sont exigés (alors que le problème présent demande une réponse rapide) ce qui retarde « l'effet compétitivité » attendu et aggrave la crise dans l'immédiat. En outre, elle peut aussi s'étendre aux pays qui avaient des échanges commerciaux positifs avec les pays concernés et qui ne trouvent plus de clients pour leurs produits. C'est pourquoi d'ailleurs, le G20 et le FMI réclament aujourd'hui une relance des dépenses publiques en vue de restaurer une économie mondiale atone.

L'Allemagne dispose d'un excédent de ses soldes courants équivalent à la somme des déficits courants de 5 pays européens, le GIPSI (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne et Italie). Elle bénéficie de cette situation grâce à une « dévaluation interne » engagée par Schröder en 2000, alors que les pays du GIPSI se sont livrés à des anticipations très optimistes, peu rationnelles (notamment avec des augmentations de salaire 4 fois supérieures à celles de l'Allemagne de 2000 à 2008) qu'elles ont payé dès lors que la crise mondiale de 2007-2008 a éclaté aux Etats-Unis. L'Allemagne s'est mis en ordre de compétition, elle a prêté l'argent au GIPSI afin de vendre ses propres produits « Made in Germany ».

Le processus d'endettement des pays est simple. D'abord, l'aléa moral des banques (lesquelles spéculent et se retournent ensuite vers les autorités publiques nationales lorsque la crise s'annonce pour réclamer une aide

spécifique) conduit l'Etat, trop imprégné de l'idée selon laquelle la faillite des institutions financières conduirait de fait à un effondrement du système économique, à « récupérer » indirectement ou directement les dettes privées. Lorsqu'un pays ne peut plus payer du fait de ses échanges extérieurs déficitaires, les pays « riches » proposent alors des prêts qui vont conduire à l'endettement public et privé. En 2008, la responsabilité des dettes souveraines concernant cette crise a souvent été évoquée. Pourtant, l'Espagne avait une dette publique moins importantes que celles de l'Allemagne et de la France, et en 2006 et 2007 elle avait même un excédent du budget public. La sphère privée était très endettée dans l'immobilier, lequel secteur achetait les produits « made in Germany » pour développer ses activités. En fait, les futurs retraités allemands ont avancé l'argent aux promoteurs espagnols. La bulle immobilière a tout emporté.

Pour sortir de ce piège, les politiques économiques de l'Europe et de la zone euro s'articulent autour de quatre scenarios :

- la dévaluation interne d'un pays par la politique d'austérité,
- la réévaluation interne à l'intérieur du pays économiquement dominant,
- l'endettement du pays affaibli qui conduit à terme à des difficultés économiques insupportable et
- la libre circulation du facteur travail, qui pourrait satisfaire l'objectif d'une zone monétaire optimale.

Deux politiques sont privilégiées dans les négociations européennes, soit la sortie de la zone euro pour les pays trop fortement endettés, soit une transformation de la zone euro. Il serait aussi possible de concevoir de nouvelles formes de développement, notamment le retour à une monnaie nationale, une réévaluation interne de l'Allemagne ou l'essor de la compétitivité et de l'attractivité de la zone euro.

- Le retour à une monnaie nationale conduirait inéluctablement à augmenter la dette d'un pays, au regard de la dévaluation qui en résulterait. Cette hypothèse n'est pas évidente. En effet, si le franc est restauré, la valeur de l'endettement en franc sera déterminée sur la base officielle de change telle qu'elle a été définie lors de la création du pouvoir libératoire de l'euro dans la zone. Ensuite seulement la monnaie pourra être dévaluée dans le cadre du taux de change flottant. Dans ce contexte, si je devais 100.000 euros, j'ai une dette de 655.977 francs dans un premier temps. Le risque de change est porté par les créanciers, selon le principe du « lex monetae ». Si la dévaluation est de 20 %, la dette devient égale à 524.765 euros. En fait, la dévaluation interne a le même impact que la dévaluation stricto sensu, mais elle est sans doute plus grave pour l'ensemble des structures économiques du pays qui la subit.

- Pour lutter contre les politiques d'austérité, il faudrait que l'Allemagne accepte d'idée d'une réévaluation interne, caractérisée par une augmentation des salaires, des retraites ou des aides sociales. Elle aurait une incidence positive sur tous les pays concernés, la crise serait jugulée « par le haut », pour des raisons psychologiques bien connues, liées à l'hyperinflation de l'entre deux guerres mondiales du XXè siècle. Malgré les suggestions du FMI, l'Allemagne refuse de s'engager dans cette voie. Elle ne veut pas prendre le risque d'une légère inflation et elle manifeste une aversion pour la réévaluation. Elle mène indirectement une politique de « beggar-thy-neighbour » qui ne dit pas son nom. Ce comportement n'est pas rationnel. En fait, la politique de l'Allemagne s'apparente partiellement à deux principes de l'école mercantiliste. D'abord, la puissance de l'Etat suppose la réalisation d'un excédent commercial, lequel donnera au Prince la possibilité d'exercer un pouvoir dominant sur ses débiteurs ; ensuite, le bien-être des sujets de sa majesté n'est pris en compte que dans la mesure où il sert la puissance de l'Etat. Cependant, le mercantilisme va beaucoup plus loin dans les mesures de coercition à l'encontre des pays qui se dressent contre le Prince[4]. L'Allemagne reste toujours ouverte aux échanges internationaux, notamment européens, même si elle s'enorgueillit de l'importance de ses excédents commerciaux. Elle pourrait mieux considérer ses travailleurs, mais sa position économique dominante lui donne un sentiment de puissance qui réconforte ses citoyens, convaincus qu'ils disposent ainsi d'une meilleure économie que ses concurrents, justification suprême pour maintenir les mêmes dirigeants en place, avec les mêmes politiques, alors même qu'ils pourraient exiger de meilleures conditions d'existence. Ainsi, le commerce international n'est pas bénéfique à tous les protagonistes, il se présente comme un champ de bataille où surgissent, disparaissent ou triomphent des entreprises, des emplois, des richesses. La compétitivité d'une économie nationale, décriée par Krugman (« un pays n'est pas une entreprise », n'en est pas moins l'objectif de la plupart des grandes puissances mondiales.

- Dans le contexte de la mondialisation, l'essor de productivité nationale est jugé essentiel pour maintenir la compétitivité. Il faut toujours que les richesses croissent. Le problème fondamental réside dans la consommation ostentatoire présentée par Veblen. Elle situe un certain niveau de la consommation comme la marque d'appartenance à un milieu plus ou moins privilégié. En fait, par une consommation hors norme, notamment en qualité, il s'agit de mesurer son bien-être à l'échelle de celle

---

[4] Cependant, le mercantilisme[4] va beaucoup plus loin dans les mesures de coercition à l'encontre des pays qui se dressent contre le Prince. Il suggère notamment qu'un Etat doit tendre à réduire, voire à supprimer ses importations et qu'il n'engagera des exportations que dans la mesure où celles-ci ne faciliteront pas le développement économique des pays voisins (notion d'exportations « paupérisantes »). En outre, la guerre peut être engagée pour conquérir de nouveaux espaces (prédation), à la recherche de la richesse, une arme essentielle pour asseoir la grandeur du Prince.

des autres. Elle fait référence aux théories de « capillarité sociale », le passage d'un niveau de consommation et de revenu à un niveau supérieur auquel l'individu aspire appartenir, au moins dans un premier temps, comme une étape dans sa vie (Jacques Séguéla « Si à cinquante ans, on n'a pas une Rolex, on a quand même raté sa vie !). Dans ce monde, les effets externes de ces comportements sont négatifs, on crée une société de manque de produits dont l'intérêt vital est nul, au prix d'un gaspillage considérable[5] qu'auront à payer les générations futures.

Cependant, la sociologie des groupes façonne la psychologie et le comportement de ses membres. Si l'on demande à un groupe s'il préfère une solution d'un revenu de 20, le même que son rival, à une autre solution où il dispose de 30 quand son rival obtient 40, il préfère souvent la première solution. Le désir de différenciation accepte le principe de l'amputation d'un avantage. Il est vrai que ce type d'analyse n'est pas toujours disponible et que les choix dépendent donc d'informations partielles sur lesquelles se bâtissent des comportements de groupe relativement irrationnels au regard du concept dominant da science économique, à savoir la recherche de l'optimum de bien-être. Dans ce cas, le « besoin » exprimé n'est pas fondé sur la nécessité de survie de l'homme, mais il est orienté par l'organisation de la société et le type de culture qu'elle secrète. Les Etats, mais aussi les citoyens, confrontent leurs résultats, sur la base d'indicateurs parfois discutables (comme le PIB, par exemple), ils expriment ainsi une volonté de puissance qui vient de civilisations qui ont connu, subit ou engagé des guerres.

La compétition économique, souvent sauvage, n'est pas la forme moderne des guerres armées et un prolongement de la guerre économique conduite par un groupe d'Etat contre un autre Etat jugé coupable d'actions préjudiciables aux citoyens du monde. Il est vrai que les victimes de la faim ou des épidémies sont souvent plus nombreuses que celles qui meurent sous le feu des bombes ou des machettes. L'effet naturel du commerce n'est pas la paix, comme l'indiquait, en son temps, Montesquieu. La rivalité l'emporte sur la coopération et l'ensemble de l'Union européenne est déstabilisé par cette politique qui s'applique dans le cadre d'une monnaie commune, résultat paradoxal d'une coopération et d'un accord entre les gouvernements. L'économie cosmopolite dont se réfère dans leurs analyses les néo-classiques et les libéraux se propose de définir des règles qui conduisent au bien-être universel. L'économie politique s'interroge plutôt sur les conditions de la puissance relative d'une Nation en relation avec les autres Nations sur les marchés globalisés.

Les Etats ont souvent été une construction issue des guerres, lesquelles en sont le fondement. Les sociétés se comparent alors, elles s'opposent, c'est

[5] Kempf, H. (2007), Comment les riches détruisent la planète, Le Seuil, Paris.

la guerre qui structure les sociétés. La solidarité s'est éteinte sur l'autel de la compétitivité, ce qui interroge sur les intérêts ultimes des pays qui sont victimes de cette forme de « violence » quotidienne. Dans ce contexte, le complexe patriotique l'emporte sur la rationalité. Le groupe national libère les citoyens de la pression énorme engendrée par leurs désirs refoulés, aiguisés par les messages envoyés par les marchés. Les patriotes peuvent même avoir l'illusion d'appartenir à une équipe en marche qui doit l'emporter face à ceux qui sont leurs concurrents, leurs adversaires, leurs ennemis.

L'Union européenne accepte donc, sans le dire, la règle du « malheur au vaincu ». Que reste-t-il donc de cette grande idée d'une Europe économiquement forte et solidaire face à la « Chinamérique » ? En fait, l'Union européenne ne peut continuer à fonctionner dans une posture qui la fragilise par rapport au reste du monde qu'en acceptant de réaliser des transferts entre ses membres. En effet, si le facteur travail est complètement libéralisé entre les membres de l'Union, les pays à économie faible paieront l'éducation des enfants, ils continueront à financer les services publics et les retraites, tout en perdant leurs forces vives qui s'installeront dans les pays à économie forte. Il faut accepter que les créanciers fassent à leur tour des sacrifices. Aux Etats-Unis, Washington (qui représente des deux tiers des dépenses publiques) donne toujours les mêmes avantages à tous les Etats en fonction de leurs besoins. Certes, les transferts vont à l'encontre du sentiment patriotique, mais pourquoi ne pas créer une nouvelle communauté élargie acceptant les transferts et bénéficiant d'avantages comparables.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont engagé aussi une forme de guerre économique à l'encontre de la Syrie, de l'Irak et de la Russie. Ce type de conflit a toujours existé, notamment lorsqu'il fallait isoler l'ennemi et le soumettre à la famine par le canal des sièges militaires et des blocus. Aujourd'hui, l'ONU n'est plus favorable à la guerre économique, elle souhaiterait que ne soient concernées par ces opérations que les responsables militaires ou politiques, mais que les civils soient libérés de cette menace. On fait alors référence à des sanctions « ciblées », mais celles-ci sont difficiles à mettre en place, sauf souvent par le canal du gel des avoirs à l'étranger des « coupables ». En revanche, l'Union européenne et les Etats-Unis campent sur leurs positions, sans en référer à l'ONU. C'est un acte de guerre, qui est normalement fondé sur les crimes d'un régime ou d'un Etat. Or, le jugement n'est pas internationalement reconnu, il n'y a pas de procès spécifique, il s'agit donc bien d'un acte de guerre. Les sanctions prises contre la Syrie ont été particulièrement violentes, elles conduisent à priver les Syriens de ressources alimentaires et de médicaments. La violence de ces actions est moins spectaculaire que les bombardements russes sur Alep, mais sont

certainement plus meurtriers pour ceux qui n'ont pas voulu ou pu quitter ce pays martyr. Les sanctions supplémentaires n'aident pas le dialogue et les solutions diplomatiques. Les sanctions supplémentaires, décidées en octobre 2016, n'aident pas le dialogue et les solutions diplomatiques. La Russie ne manque pas d'inquiéter comme voisin, au regard de ses incursions dans les espaces aériens nationaux ou de ses cyberattaques. La Russie et les Etats-Unis cherchent simultanément à diviser et à affaiblir l'Europe. Ce n'est pas déjà la guerre froide, mais c'est aussi des conflits qui pèsent économiquement sur les populations et leur font entrevoir des réformes aux contours incertains.

Aujourd'hui, les démocraties subissent de fortes attaques et l'économie de marché est incapable de se réguler[6]. Dans un monde économique qui n'a jamais été aussi riche, les pays connaissent partout dans le monde de nombreuses et profondes inquiétudes face aux inégalités sociales croissantes[7], aux tensions politiques exacerbées, à la menace terroriste, aux migrations incontrôlées et à un contrôle des médias par quelques groupes d'intérêts particuliers. Le progrès technologique ne semble pas améliorer le sentiment de bien-être des individus. Dans ce contexte, la démocratie souffre des exigences économiques exercées sur les plus fragiles et les plus précaires. Les mécanismes de protection sociale sont menacés. Une lutte de plus en plus puissante commence à se dessiner, entre ceux qui prônent l'essor de leur économie nationale quels qu'en soient les prix pour les citoyens et ceux qui considèrent que sans progrès social le progrès économique n'a pas de sens. Sans une politique économique et sociale affirmée des gouvernants, la violence quotidienne de l'économie de marché produira des crises politiques à fort aléa moral susceptibles de conduire à de nouvelles guerres militaires dans le monde et de conflits civils nationaux.

Bibliographie

Bourguignon, F. (2012), La mondialisation de l'inégalité, Coédition Seuil et République des Idées, Paris.

Boyer, R., Drache, D. (1996) Ed., States against market, Routledge, New York.

Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale. In La question politique en économie internationale (pp. 190-201). La Découverte, Paris.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). La guerre économique. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.

[6] Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). Civilisations, globalisation et guerre. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

[7] Saez, E., Zucman, G. 2020), Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie. Le Seuil. Paris.

Fontanel, J., Bensahel, L. (2003), Guerre et économie, les liaisons dangereuses, in « Guerre et économie », Ed. J-F. Daguzan et P. Lorot, Ellipses, Paris, 2003.

Fontanel, J. (2005). La globalisation en analyse: géoéconomie et stratégie des acteurs. Editions L'Harmattan.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). For a general concept of economic and human security. The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities, 75.

Fontanel, J. (2018), Puissance et nationalisme économique, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Université de Nice Sophia-Antipolis

Fontanel, J. (2020), Le triomphe de l'injustice. Une lecture libre du livre de Saez et Zucman. hal-02546608.

Galbraith, J.K (1993), Le pouvoir économique autonome, in « Economistes de la paix », J.Fontanel Ed. Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Galbraith J.K. (1974). La science économique et l'intérêt général, Paris, Editions Gallimard, 1974 (Original title : Economics and the public purpose, 1973)

Kempf, H. (2007), Comment les riches détruisent la planète, Le Seuil

Rifkin, Jeremy (2019), Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terre, Editions « Les Liens qui libèrent ».

Saby, B, Saby, D. (2016), Compétitivité, mercantilisme et guerre économique, l'Harmattan Paris.

Saby,B., Saby, S. (2019), La science économique, paravent de la guerre économique, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

Saez, E., Zucman, G. 2020), Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie. Le Seuil. Paris

Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. War, peace and security, 6, 37À52.